**La France dans la seconde guerre mondiale**

Intro : grande période floue car mythes, plusieurs mémoires. Devoir historien a été essentiel pour vision objective de cette période sombr. Historiographie= Robert Paxton & Stanley Hoffman.

1. **Le régime de Vichy.**
2. **Le nouveau régime :**

En 1940, la nouvelle direction de la France incarnée par le maréchal Pétain et Pierre Laval s’installe à Vichy, dont la centralité, l’infrastructure hôtelière permet d’accueillir tous les ministères. Leur entourage fait un triple choix conscient et assumé :

* La mise en place d’un nouveau régime, mix à la fois de révolution conservatrice, de dictature charismatique et d’éléments de fascisme.
* Le déploiement d’une politique débouchant sur l’exclusion de certaines catégories de citoyen de la communauté nationale.
* La mise en place d’une collaboration avec l’Allemagne nazie.
1. **La fin de la République :**

La clique réactionnaire qui entourait Pétain mit rapidement à profit la défaite pour prendre leur revanche sur la République. Mais l’agent le plus actif fut Pierre Laval, par opportunisme et par désir de revanche sur ceux qui l’avaient évincé de sa place de chef du conseil dans les années 30. Nommé ministre par Pétain, il s’employa à enterrer la république. Il réussit tout d’abord à convaincre le président Lebrun de descendre du *Massilia*, le navire qui l’emportait avec une trentaine de parlementaire vers l’Afrique du nord pour poursuivre la lutte, faisant arrêter au passage plusieurs députés comme Daladier, Jean Zay et Pierre Mendès-France. Surtout, il usa de tous ses réseaux et son pouvoir aux deux chambres pour convaincre les députés et sénateurs de voter les pleins-pouvoirs à Pétain. Il n’eut d’ailleurs pas à pousser bien fort. Les 9 et 10 juillets le Parlement vota les pleins pouvoirs à Pétain et la révision de la constitution à une écrasante majorité : 85% ! Les 15% étaient constitués surtout des quelques parlementaires de gauche encore présents menés par Blum.

Comment des parlementaires républicains en étaient arrivés à sacrifier le régime :

* Une grande partie de l’extrême-gauche et de la gauche ne siégeait pas, enfuie (environ 1/3 du Parlement).
* Une partie de l’extrême-droite et de la droite qui étaient séduites par le projet réactionnaire de Pétain.
* La croyance en Pétain, « homme providentiel », qui pourrait sauver les meubles après le choc de la défaite, et sauver la paix.
* La méfiance envers les appels de poursuite de la lutte en ralliant les Anglais, après le coup de Mers el-Kébir, où les Anglais venaient de couler une partie de la flotte française (1300 morts), de peur qu’elle se rallie aux Allemands.
* Pour nombre de parlementaires de gauche, la croyance que Pétain était encore un homme de la République.
1. **Le nouveau régime : une dictature personnelle et charismatique :**

Rapidement le maréchal mit en place un nouveau régime par 12 actes constitutionnels. Les quatre premiers mettaient en place une dictature personnelle et charismatique. Ainsi tous les pouvoirs étaient concentrés dans les mains de Pétain, exécutif, législatif et judiciaire, tandis que les chambres étaient « ajournées » indéfiniment. Les ministres n’étaient plus responsables que devant Pétain, qui pouvaient d’ailleurs faire juger tous les fonctionnaires ou responsables politiques qu’il jugeait bon. Cette dictature était héréditaire, puisqu’il était dit que Pétain pouvait choisir son successeur, le dauphin désigné étant Pierre Laval à ce moment. Un serment de fidélité personnel était demandé à toute la haute fonction publique et les corps armées.

Autour du maréchal fut alors instauré un véritable culte du chef, propagande et contrôle de l’information qui empruntait beaucoup aux régimes fascistes. Pour cela un secrétariat général à l’information fut créé, notamment dirigé par Paul Marion, tandis que parallèlement de très nombreuses associations propagandistes sont créés par des proches du maréchal, comme l’Amicale de France, qui multiplie les bureaux locaux. Les anciens combattants constituèrent aussi un relais très efficace, à travers la Légion française des combattants qui fusionnait de force toutes les anciennes associations, forte de plus d’1,5 millions de membres, présents dans presque chaque commune, exerçant une surveillance tatillonne et une propagande non-stop.

Les supports de propagande furent nombreux. Brochures, tracts, affiches, littérature jeunesse, portraits et bustes dans les mairies à la place de Marianne, multiplication d’objets kitch comme la vaisselle. Les medias furent évidemment le principal moyen de propagande, les journaux (un seul journal, France-Actualité à partir de 42) mais surtout la radio (Radio Nationale), Pétain devenant la « voix de la France » à travers ses nombreuses allocutions, alors que pratiquement tous les foyers étaient désormais équipés. La propagande multiplia aussi les fêtes, les « fêtes du maréchal », qui rythmaient l’année, en général les jours fériés. Les grandes fêtes républicaines furent détournées au profit du régime, sous le programme du « Travail, famille, patrie » repris aux Croix-de-Feu, et prenant dès lors une dimension religieuse affirmée, évacuant toute forme de républicanisme : le 14 juillet devint la Cérémonie aux morts pour la Patrie, la fête de Jeanne d’Arc fut désormais officielle et vouée à l’Eglise et à la haine de l’Anglais, la fête des mères idem, le 1er mai fut détourné pour devenir une fête du travail et de la concorde national sous le signe de Vichy.

Derrière cette dictature charismatique on ne peut nier la popularité du maréchal, notamment au début de Vichy, qui reçoit des accueils enthousiastes et des milliers de lettres, au moins jusqu’en 1942, où sa popularité commence à décliner. Il faut la différencier de la popularité du régime, très différente, et souvent bien moindre. On adhérait au personnage, non à ses idées : il faut donc distinguer « maréchalisme » de « pétainisme » ou « vichysme ».

1. **Un régime pluriel :**

Le régime de Vichy est difficile à définir ainsi que son projet de **Révolution Nationale,** car il est en réalité une symbiose de plusieurs courants très différents, qui n’avaient en commue que d’être très minoritaires avant 1940, issus pour la plupart des trois traditions de la droite française.

On y trouve aussi bien les reliquats des idéologies passées du 19ème siècle de tendance réactionnaire ou au moins conservatrice : le monarchisme de l’action française, le cléricalisme (volonté de voir l’Eglise jouer un rôle important au sein de la politique et de la société), mais aussi des idéologies plus neuves comme l’autoritarisme anti-parlementaire des ligues d’extrême-droite, le nationalisme racial et exclusif et le fascisme.

Ainsi le thème global de la Révolution nationale, Travail-famille-Patrie, incarnait bien la révolution conservatrice voulue par le groupe le plus traditionnel de Vichy, vision d’une société relevant de l’ancien régime = une société organique, où l’individu est défini par ses communautés d’appartenance « naturelle » que sont la nation, la famille et la profession, voire l’Eglise, et où il est prié de rester à sa place. Mais on y retrouve aussi des éléments clairement novateurs et modernes, voire empruntés au fascisme : la nécessité de l’encadrement des masses, le goût des grands rassemblements, l’exaltation du sport et de la jeunesse, l’utilisation des mass media comme la radio.

 A ses côtés émergea de plus rapidement un troisième courant, issu de l’administration et de la volonté de moderniser l’Etat : le courant technocratique. Des hommes qui finirent d’ailleurs souvent dans la résistance, et qui profitèrent du changement de régime pour mettre en place de nouvelles façons de gouverner, et notamment donner une plus grande place à l’Etat dans l’économie, qui annonçaient la formation de l’Etat constructiviste d’après-guerre.

1. **La Révolution nationale :**
2. **La mise au pas de la fonction publique :**

La révolution nationale débuta par une mise au pas et une épuration de la fonction publique. La plupart des maires républicains furent remplacés, ainsi que l’intégralité des préfets. D’autres hauts fonctionnaires, 9% des magistrats furent aussi destitués. Mais parallèlement et paradoxalement, alors que les ligues d’extrême droite avaient pris pour cible les « ronds-de-cuir » durant les années 30, Vichy fonda sa politique sur l’administration, car c’était en fait un régime très bureaucratique, qui multipliait les ordonnances, les cartes, les laissez-passer, les formulaires, etc…= les fonctionnaires augmentent de 30%, passant de 650.000 à 900.000, annonçant la encore l’après-guerre. L’attitude de l’administration fut d’ailleurs docile, cette institution ne brillant pas plus que les politiques dans la contestation du régime. Les fonctionnaires dans leurs ensembles continuèrent leur travail, en faisant passer la juridiction d’exception, les lois de contrôle et de surveillance, la législation antisémite et xénophobe….= la banalité du mal de Arendt.

1. **La politique économique : le travail.**

Le travail était au centre du programme, face à une république qu’on jugeait paresseuse et incitant au loisir et à la fainéantise. Le travail était en ce sens associé à la vigueur et à l’honnêteté, à la moralité. Les discours vantèrent les figures des travailleurs traditionnels, l’ouvrier à son usine, mais surtout le paysan attaché à sa terre, dans une vision totalement passéiste qui voyait la terre et la ruralité comme le refuge des valeurs et contre la corruption citadine, et la société française encore comme une société de paysan : slogan célèbre «**La terre ne ment pas**». Le projet vanté était de remettre une France supposée feignante au travail. Derrière ce discours réactionnaire et totalement décalé se cachait en réalité des modernités insoupçonnées.

Alors que les contraintes pesaient lourdement avec les exigences des Allemands et la guerre, l’économie fut paradoxalement le domaine où Vichy intervint le plus et montra un visage des plus modernes. Le domaine fut en effet pris en charge par les nouveaux technocrates, qui purent y imposer leurs idées, et notamment celle d’une intervention de l’Etat, qui devrait désormais diriger l’économie= **concept d’économie dirigée**. Rapidement Vichy créait ainsi les CO, les comités d’organisation, dans chaque branche de l’économie, à charge pour eux de diriger la branche en imposant leur décision. Ces CO étaient composés des patrons du secteur mais aussi d’un commissaire du gouvernement qui exerçait un contrôle permanent. Parallèlement était créé l’OCRPI, office de répartition des produits industriels, chargé de distribuer les matières premières et l’énergie en fonction des priorités de l’Etat mais aussi des Allemands. Ces expériences vichystes serviront aussi de laboratoire pour l’intervention étatique après-guerre.

Au niveau de la représentation sociale l’idéal vichyste repris des Maurassiens est le corporatisme (organisation d’ancien régime) : chaque corps de métier aurait une corporation, id-est une organisation rassemblant patrons et ouvriers, qui édicterait des règles de la branche, et dont les représentants discuteraient directement avec le gouvernement, à la place des députés. En réalité ce système ne vit que rarement le jour. On créa plutôt des « comités sociaux » au sein de chaque entreprise regroupant patron et ouvrier, au sein desquelles finalement en règle générale le patron avait tout pouvoir, sans véritable relation avec le pouvoir.

1. **La famille :**

 La morale et la famille furent au centre des préoccupations de Vichy, avec une volonté de régenter la vie privée. Une série de mesures familialistes et natalistes furent prises, accompagnée d’une exaltation de la famille nombreuse et traditionnelle, de la maternité notamment à travers la fête des mères, et de l’autorité paternelle, justement car bien souvent elle n’était pas là mais en stalag (camp de prisonnier en Allemagne où sont retenus bon nombre d’hommes français capturés lors de la guerre).

* Augmentation des allocations familles nombreuses.
* Incitation pour que les femmes rentrent à la maison faire es enfants : revenu complémentaire pour les familles où seul le père travaille ; interdiction de recrutement de femmes dans le service public ; possibilité de réquisition pour le travail des femmes célibataires sans enfants.

Parallèlement une politique de « moralisation » fut instaurée :

* Interdiction de divorce durant les 3 premières années de mariage.
* Adultère, homosexualité et avortement criminalisés, ce dernier pouvant être passible de peine de mort.

La jeunesse fut l’objet d’un soin particulier, dans une perspective de revitalisation du pays et d’endoctrinement. L’école fut d’abord touchée, avec évidemment une réécriture des manuels façon Vichy d’une part, et d’autre part la réintroduction de l’Eglise : les crucifix furent réintroduits, les congrégations religieuses eurent de nouveau le droit d’enseigner, l’enseignement catholique fut subventionné. Le régime n’osa pas néanmoins rétablir l’enseignement religieux obligatoire, pas plus qu’il ne revint sur la loi de séparation, sachant que les Français y étaient opposés. En dehors de l’école la jeunesse fut encadrée sous l’égide d’un secrétariat à la jeunesse. Il n’y eut pas comme en Allemagne une seule organisation de la jeunesse, mais l’Etat mis en place les **« Chantiers de la jeunesse »,** qu’il rendit bientôt obligatoire pour un stage de huit mois : encadrement militaire, travaux manuels et de la terre (anti-intellectualisme et hygiénisme), sports, endoctrinement, ces chantiers étaient un mix entre services militaires et scoutismes. Ils n’eurent cependant pas une bonne réputation, surtout lorsqu’ils devinrent un vivier pour le STO.

1. **La patrie :**

Le nationalisme que développe Vichy est un nationalisme d’exclusion et d’oppression. Le régime comme les ligues d’extrême-droite avant lui est obnubilé par l’existence d’une **« anti-France »** (Terme inventé par l’Action Française et repris par Pétain), une cinquième colonne étrangère cachée dans le pays et décidée à le mettre à bas. D’où une politique d’exclusion et d’oppression envers différents groupes :

* Les ennemis politiques : les Républicains et la France libre furent pourchassés, accusés de haute-trahison. Ce fut le cas évidemment de De Gaulle et de ses soutiens, qui furent condamnés à mort par contumace. Les chefs des Républicains (Blum, Dalladier, Reynaud, Jean Zay, le général Gamelin,…) restés en France furent arrêtés et mis en forteresse, avant d’être passés en procès devant une cour spécialement créée : **la cour de Riom**. Face à l’habileté des accusés, à la pauvreté de l’accusation, le simulacre de procès dut être stoppé sur demande des Allemands face au ridicule.

Parmi les autres groupes, les francs-maçons furent une cible de choix : dissolution des loges, licenciement de la fonction publique, création d’un vaste fichier par un service dédié le SSS, qui travaille en collaboration avec le SD allemand. Enfin les communistes furent l’objet d’une politique de répression, avec interdiction du parti et des syndicats, grandes rafles qui conduisirent à l’internement de milliers de personnes, alors que les chefs s’enfuyaient à l’étranger (secrétaire général Maurice Thorez à Moscou).

* Les étrangers : profondément xénophobe, le régime prit les étrangers pour cible. L’accès à la fonction publique et aux professions libérales leur est interdite, ainsi qu’aux naturalisés récents. Une révision des naturalisations fut entreprise, aboutissant à la dénaturalisation de milliers de personnes. **Des camps d’internement** furent établis, plus de 200 dans la zone sud et nord, ou des dizaines de milliers de personnes furent internés. Les conditions difficiles et les mauvais traitements aboutirent un bilan de 3000 morts. Des GTE, groupes de travailleurs étrangers, furent créés, obligeant les étrangers à travailler à merci au service de Vichy dans des travaux pénibles dans l’agriculture et l’industrie.
* Les Juifs : l’anti-sémitisme sous toutes ses formes est constitutif de Vichy, et les grandes lois anti-sémites sont prises en toute conscience et non sous la pression allemande. Dès **octobre 1940 un statut des Juifs** est promulgué par Vichy, avec une définition « raciale » et non religieuse : est juif celui qui a trois grands-parents juifs. Le statut interdit aux Juifs un grand nombre de profession, dont la fonction publique et l’ensemble des professions libérales. Une différenciation est établie entre Juifs français et étrangers. Les premiers sont des citoyens de seconde zone, les seconds des indésirables qu’on peut désormais interner arbitrairement. La situation se dégrade en 1941 avec la création du **Commissariat aux questions Juives** confié à Xavier Vallat, qui entreprend un fichage systématique des Juifs, avant que le régime décide d’une « aryanisation » des biens, soit une spoliation systématique des possessions des juifs. Parallèlement la police française collabore avec les Allemands en zone nord pour les premières rafles. La situation se dégradera encore plus avec la solution finale.

Pour mener à bien cette politique répressive, Vichy s’entoura des organes de répression nécessaires. La police fut réformée, avec la création de la « police nationale », et notamment des Renseignements Généraux chargées de la surveillance. Surtout des polices spécifiques furent créées : le Service des Sociétés Secrètes contre les Francs-maçons, la SPAC (service des polices anti-communistes) et la PQJ (Police des questions juives). La justice suivit avec une explosion des délits pénaux, un bafouement constant des principes juridiques (procès rejugés deux ou trois fois, inversion de la preuve,etc…), une inflation carcérale et la mise en place de cours spécifiques comme la Cour suprême de Riom.

1. **La collaboration :**
2. **La collaboration d’Etat :**

 La collaboration de Vichy fut un véritable projet politique, choisie et non subie, assumée. Derrière la collaboration, Vichy poursuivait une politique : en collaborant elle espérait pouvoir tirer des avantages des Allemands, en terme de souveraineté nationale, d’atténuation des conditions d’armistice (notamment sur le retour des prisonniers et le paiement de l’occupation), et enfin de neutralité dans le conflit. En face les Allemands reçurent cette collaboration souvent avec circonspection voire avec mépris. Pour Hitler notamment, la question de la France n’en était plus une, et Vichy devait se contenter de ce qu’on lui donnait, alors que l’ennemi était désormais les US et l’URSS.

**Dès le départ Vichy par l’intermédiaire de Pétain et Laval firent des offres de collaboration à Hitler.** Il s’agissait de remplacer les prisonniers de guerre par des travailleurs volontaires, de céder des produits coloniaux, de mettre l’industrie française au service de l’effort de guerre allemand, enfin de reprendre les colonies passées aux Gaullistes. Sceptiques au départ, les Allemands acceptèrent **l’entrevue de Montoire** entre Pétain et Hitler pour discuter de la collaboration. Cette entrevue fut un désastre : Hitler ne céda rien ou presque, tandis que la poignée de main entre les deux chefs d’Etats fut largement médiatisée, symbole de la coopération. Au final, les Français gagnent contre la collaboration renforcée juste le retour de 50.000 soldats. Le remplacement de Laval par Darlan en 1941 ne changea pas la politique, au contraire, la France abandonnant peu à peu sa neutralité= Vichy accepta que les Allemands utilisent ses bases du Moyen-Orient et d’Afrique du nord contre la GB, en échange d’un retour de prisonniers et d’une baisse du tribut. Ce fut tout= les demandes plus fortes comme la reprise de la zone nord furent ignorées.

La bascule définitive arrive en 1942, lorsque les Allemands imposent le retour de Laval au pouvoir, qui s’accaparent dès lors une grande partie des pouvoirs de décision. Dès lors la France de Vichy abandonne toute neutralité et collaborent pleinement : Laval propose aux Allemands d’envoyer des travailleurs français pour soutenir l’effort de guerre, d’engager l’armée aux côtés des Allemands, de multiplier les efforts de la police au service de la répression et de la déportation. L’invasion de la zone sud en novembre 42 parachève le mouvement : elle a lieu face à l’opération Torche, à la recrudescence des actes de résistance en France, à la mise en place de la solution finale. Dès lors Vichy es au service des Allemands : Laval obtient les pleins pouvoirs, Pétain et son entourage conservateur sont isolés et épurés face à l’arrivée de véritables fascistes collaborateurs au gvt.

1. **Les collaborateurs :**

A côté de cette collaboration d’Etat se mit en place dès le départ une collaboration individuelle, **« les nouveaux messieurs »** de la collaboration. Le plus souvent situés à Paris, au contact de l’administration allemande, qui les protégeaient et les entretenaient, ils avaient désormais les clefs de la vie culturelle et politique française. Leur vision était en général beaucoup plus radicale que celle de Vichy jugé souvent comme un régime trop mou, parfois franchement fasciste et nazie : une admiration pour le régime allemand qu’on voudrait appliquer à la France pour la revivifier. Ainsi on vit apparaître de nouveaux mouvements **comme le Rassemblement national populaire de Marcel Déat , le groupe Collaboration de Châteaubriant ou le retour du PPF : en tout environ 120.000 collaborateurs**. Les Allemands leur remirent les clefs de l’information, à travers les seuls journaux autorisés comme la *Gerbe* de Chateaubriant ou Les *Nouveaux Temps* de Jean Luchaire.

1. **La France occupée, la France libérée :**
2. **La France occupée :**

Au nord l’armée allemande obtient de gérer le territoire à travers la création du MBF, le « commandement militaire de la France », divisé lui-même en deux entre affaires militaires et affaires administratives. A partir de 42 cependant il fut de plus en plus concurrencé par l’administration de la SS, la HSSPF.

1. **L’exploitation économique :**

La politique menée par les Allemands relevait de l’impératif de ne pas trop faire peser le poids de la guerre sur les Allemands : il s’agissait donc de reporter le prix de la guerre sur les pays conquis, tout en ne pressurisant pas trop pour ne pas générer trop de vocations résistantes. Bref, exploiter et piller le pays sans le mettre à genoux, équilibre délicat, d’autant plus que la France était un pays riche sur lequel on comptait. Il faut se rappeler aussi que pour les Allemands la carte raciale empêchait de mener une politique aussi brutale qu’à l’est (les Français ne sont pas considérés comme une race aussi inférieure que les Slaves). Pour cela les Allemands pouvaient procéder par simple réquisition ; s’il y en eu, ils privilégièrent une politique d’exploitation plus raisonnée. **Pour cela ils bénéficiaient d’un tribut de 400 millions de francs par jour, soit 30% du PIB français**, plus la possibilité d’emprunter à la BdF sans remboursement. Avec ces moyens l’occupant pu finalement acheter tout ce qu’il voulait en France. Ils contrôlaient aussi l’approvisionnement en matière première et en énergie, privilégiant ainsi les entreprises jugées importantes pour l’économie de guerre. Ainsi l’économie française passa au service de l’Allemagne par ces commandes massives à des prix alléchants, facilité par la collaboration de Vichy et celle d’une partie du patronat français. **En 1943, environ 30 à 40% de la Y française était pour l’Allemagne : certains secteurs comme le ciment, l’aéronautique, la métallurgie, les chantiers navals, l’automobile travaillaient exclusivement pour les Allemands.**

A partir de 1942 et le retour de Laval au gvt, les travailleurs français furent aussi réquisitionnés pour aller travailler en Allemagne. Proposé par Vichy, le système de la relève fut **dès 43 remplacé par le vaste STO (Service du travail obligatoire),** qui réquisitionna des classes d’âges entières pour aller travailler en Allemagne, nourrissant un grand mécontentement dans la population et nourrissant la résistance : en tout plusieurs centaines de milliers de Français partirent pour l’Allemagne.

Cette mise en coupe réglée de l’économie française entraîna la pénurie dès 1940 pour les Français. Dès lors un régime de rationnement fut mis en place par Vichy avec des tickets de rationnement. Encore ceux-ci étaient insuffisants - pour un homme adulte le ticket de rationnement ne donnait que la moitié des calories jugées nécessaires - et de toute façon les produits manquaient dans les magasins. La France connaît une surmortalité de 13% pour cette période, les populations fragiles connaissant une véritable hécatombe (hospice de vieillards, asiles,…). Cette situation nourrit continuellement la colère contre Vichy, sans doute bien plus que la collaboration ou l’idéologie. Face à cette situation les Français se tournent vers des solutions illégales : falsification de cartes de rationnement et surtout explosion du marché noir.

1. **La répression :**

Das la zone occupée le MBF (commandement de l’occupation militaire allemande) chapote l’administration française, en la contrôlant, en l’expurgeant, en nommant des fidèles. Dans un premier temps elle s’appuie sur cette administration, et notamment les forces de police, pour organiser la répression contre les résistants et les indésirables (juifs, coco, etc…). Mais rapidement elle ajoute à cela sa propre police allemande et ses propres tribunaux. **Cela dit les Allemands ne sont jamais plus de 80.000 en tout : on doit bien garder en tête que le principal rouage de leur politique fut l’administration française.** A la répression vient rapidement s’ajouter la politique de représailles et de déportation. Représailles car la consigne est de considérer la population française comme une otage (il y a un « code des otages), et d’organiser des exécutions face aux actes de résistance, avec souvent la complicité e Vichy= par exemple après les assassinats de dignitaires allemands à Nantes et Bordeaux en 41, 48 otages pris dans la population sont exécutés, dont une partie au mont Valérien.

A partir de 42 il y a un retournement de situation : la SS prend les commandes de la France, mené par le général SS Karl Oberg, à la place de la MBF. On assiste alors à une véritable radicalisation de la violence et de la répression. **Celle-ci se fait grâce à la collaboration de Vichy sous l’égide de Laval. Celui-ci réorganise la police et la place sous l’égide d’un unique préfet, René Bousquet, et l’engage pleinement dans la collaboration : elle sera le fer de lance des grandes rafles. Parallèlement une organisation paramilitaire est créée début 43, la Milice, dirigée par Joseph Darnand**: forte de 30.000 hommes, animée par une idéologie fasciste et raciste, elle pratique systématiquement la torture, les exécutions sommaires, les massacres et participe aux opérations militaires contre les maquis avec les Allemands. La répression devient alors beaucoup plus systématique et brutale, avec une déportation presque systématique vers les camps : environ 90.000 français sont déportés, dont 40% mourront dans les camps.

La collaboration et la répression se fit notamment au sein de la Shoah, qui débuta véritablement en France au printemps 42 avec le premier convoi pour Auschwitz. A l’été 42 Laval accepta de livrer les Juifs étrangers des camps et la collaboration de la police dans des rafles des Juifs étrangers, et demanda même aux Allemands de prendre les moins de 16 ans, que les Allemands ne demandaient pas **: la première grande rafle eut lieu dans le nord avec 13.000 juifs apatrides (dénaturalisés) ou étrangers qui furent rassemblés au Vel d’Hiv avant d’être déportés.** S’ensuivirent de nombreuses rafles en zone sud et nord, puis dans toute la France occupée. Un temps rétif lorsque les Allemands demandèrent la déportation des Juifs français, Vichy finit par s’en accommoder et collaborer. En tout 76.000 juifs de France furent déportés, dont 51.000 étrangers, dont peu revinrent. La plupart furent raflés par la police française et les milices. Au final 12% des Juifs furent déportés : c’est le nombre le plus faible pour les pays occidentaux. Le mérite n’en revient pas à Vichy, qui au contraire accentua le mouvement. Simplement les SS furent moins brutaux qu’à l’est (pas d’einsatzgruppen par exemple), la France fut libérée plus tôt, et enfin une partie de la population se mobilisa pour sauver des Juifs. Il est marquant que la politique de déportation entraîna une véritable indignation au sein de la population française : les Eglises protestèrent, et surtout de nombreux particuliers sauvèrent des Juifs en les cachant, jusqu’à l’action collective de Chambon-sur-Lignon qui cacha 2500 juifs : 45% des sauvetages des Juifs furent le fait de particuliers et non de réseaux. **Plus que le mythique et fantasmé résistant français, et sans occulter la passivité et la collaboration, ce Français qui cache et qui sauve un Juif, au péril de sa vie, serait la véritable figure de la résistance à l’occupation.**

1. **La France libérée :**
2. **L’accommodation :**

**La très grande majorité des Français ne furent ni résistants ni collaborateurs.** Il est difficile de définir le comportement de millions de personnes, qui ne fut pas monolithique. Certaines catégories furent plus ou moins enclines à exprimer leur ralliement ou leur mécontentement : les populations proches de l’Eglise, l’armée, les anciens combattants, une partie de la paysannerie pouvaient se montrer plus encline à supporte Vichy ; a contrario les ouvriers soumis aux réquisitions pouvaient se montrer plus critiques. Plus généralement, on parle souvent d’une **position d’accommodement**, où la population française s’accommoda de l’occupation et de Vichy, entre résignation, opportunisme et parfois connivence, dans des positionnements changeants selon les opportunités, allant de la condamnation privée à la dénonciation qui fonctionna à plein. D’autres parlent d’une « culture du double » (Pierre Laborie) : une distanciation avec la vie publique et politique en public, où l’on adopte une attitude permettant de survivre, et un autre visage dans la sphère privée, où l’on peut enfin être soi. Dans cette grande passivité qui marqua clairement les Français, il y eut une évolution : alors que Vichy était clairement soutenu en 40-41, la situation se dégrada progressivement et s’abima à partir de fin 42, au fur et à mesure du rationnement, du STO, des grandes rafles.

1. **La résistance :**

Si une minorité collabora, une autre minorité résista, de l’extérieur et de l’intérieur. A l’extérieur, après l’échec du Massilia, la résistance fut incarnée par **la France Libre du général De Gaulle**, réfugié à Londres, où Churchill l’avait accueilli comme représentant de la France. Le juriste René Cassin s’efforça immédiatement de donner une légitimité juridique à cette France Libre, et de délégitimiser par ricochet le régime de Vichy, n’incarnant pas la France. Les premiers pas de la France Libre furent cependant laborieux. L’appel du 18 juin fut peu entendu, et peu de monde rejoint De Gaulle à Londres, l’affaire de Mers El-Kebir rendant le ralliement encore plus dur. L’ambition de s’emparer de l’empire fut aussi déçu seul l’AEF se rallia, et la tentative de débarquement à Dakar fut un échec. Au final, en 1941, la France libre comptait seulement 35.000 combattants, bcp isolés en AEF. Les relations avec les alliés n’étaient pas non plus formidables. Ainsi lors de la première victoire de la France Libre en Syrie, contre les troupes de Vichy, les colonies furent données aux Anglais aux grand dam de De Gaulle. Les Américains refusaient quant à eux de reconnaître DG (Apprenti dictateur selon Roosevelt), et persévérait à négocier avec Vichy avec un ambassadeur jusqu’en 42. Enfin les contacts avec la Résistance intérieure restèrent très limités jusqu’au début de 42.

Les premiers pas de cette résistance intérieure furent aussi timides. **Fin 41 on ne compte que 21.000 résistants** environ, sur les 260.000 qui reçurent une carte après-guerre. Les premiers groupes qui se fondèrent eurent comme ciment l’anti-germanisme, l’anti-fascisme et le patriotisme. Au nord on trouve surtout des réseaux, id est des petits groupes faisant surtout du renseignement, de l’action militaire (attentat, sabotage) et de l’exfiltration (Juifs, coco, aviateurs, etc…). L’un des plus célèbres est le réseau du Musée de l’homme, regroupant au départ des employés du musée (de gauche anti-fa), puis s’élargissant par connaissances, autour des personnalités de Paul Rivet (directeur), Germaine Tillon et Pierre Brossolette= la plupart furent capturés et exécutés au Mont Valérien. Au sud se créent plutôt des mouvements, plus vastes, et dont l’action est plus politique et dans la presse clandestine. Parmi les premiers on trouve Combat d’Henry Frenay, militaire au départ pétainiste (croit que Pétain joue double-jeu) mais vite déçu et se tournant vers la résistance.

La fin 41 et le début de l’année 42 constitue un premier tournant avec le gonflement des troupes de la résistance et la création de nombreux mouvements et réseaux= au sortir de la guerre, on comptera environ 20 mouvements et 240 réseaux, **la fameuse « armée des ombres » de Brossolette**. Ceux-ci au départ pour la plupart apolitiques se politisent plus ou moins rapidement = Libération-nord et sud, de gauche, Combat d’abord proche du pétainisme puis plus chrétien-réformateur, Franc-Tireur de gauche, Ceux de la Libération (droite). La fin 41 voit l’arrivée en masse des communistes avec l’opération Barbarossa, qui créent le très puissant Front National de Jacques Duclos. Leur nombre, leur organisation stricte, leur culte du secret, leur implantation nationale enfin leur violence décomplexée en fait rapidement l’un des principaux mouvements de résistance**. La résistance ne devient cependant un mouvement de masse qu’à partir du début 43** : la collaboration à tout crin, l’invasion de la zone sud, le rationnement de plus en plus dur, et surtout le STO font passer bcp de monde à la Résistance. Les très nombreux jeunes qui fuient le STO dans les espaces difficiles créent les premiers maquis, qui se tournent vers les réseaux de résistance pour s’armer, avec difficulté cela dit, mais créent ainsi une nouvelle forme de résistance plus militarisée, une militarisation de la résistance. Parallèlement le mouvement très divisé s’unifie, à la fois par volonté propre et sous l’égide de la France Libre. Jean Moulin est parachuté en zone sud le 1er janvier 42, tandis que les chefs de la résistance se rendent à Londres. L’unification de la zone sud est réalisée à travers le MUR (Mouvement uni de la résistance) et son AS (armée secrète) par Moulin, celui de la zone nord par André Dewavrin, dit Colone Passy. Mais la France Libre veut aller plus loin, en réintroduisant la représentation politique au sein de la résistance, afin de proposer un vrai contre-pouvoir légitime et préparer l’après- guerre. Ainsi Moulin parvient à créer en **mai 43 le Conseil National de la Résistance**, qui réunit les principaux mouvements mais aussi les représentants de la CGT et de la CFTC et des 6 principaux partis de la IIIème République. Les différentes forces armées de la résistance sont réunies dans une seule entité : les FFI, Forces françaises de l’Intérieures, au nombre de 300.000 au moment de la libération.

A l’extérieur à partir de 1942 les données changent aussi pour la France Libre. L’opération Torche est tout d’abord un camouflet pour DG : les Américains prennent appui sur des généraux proches de Pétain, notamment Giraud puis Darlan, dans un protectorat américain en Afrique du nord. Les inimitiés entre ceux-ci (Darlan est assassiné), leur proximité avec Vichy replacent cependant rapidement DG au centre du jeu. Ses succès dans l’unification de la résistance, les succès militaires de Leclerc et Koenig le rendent incontournables : les Américains le nomment avec Giroud à la tête d’un **Comité Français de Libération Nationale** pour gérer l’Afrique du nord, et Giroud se fait rapidement évincer. DG s’impose comme le véritable représentant de la France Libre.

1. **Le programme du CNR :**

Programme du CNR a deux visées : d’abord constituer une véritable alternative à Vichy ; ensuite préparer le régime d’après-guerre, en prévenant les alliés d’imposer leurs vues. Ce programme permet une véritable rupture car élaboré dans des circonstances exceptionnelles :

* Il est le fruit d’une réflexion et de négociation de tous les partis, de personnes d’horizons très différents qui en temps normal s’opposent.
* Il profite de l’effet table rase pour rebâtir un ordre nouveau.

La continuité se fait sur le thème républicain, avec l’idée de bâtir une république. Cependant, le terme est « fonder » et pas refonder, d’où une idée d’une nouvelle forme républicaine, qui reste floue. La rupture se fait notamment sur la place de l’Etat constructiviste (Keynes, Coco, fascistes,…) avec :

* **Un Etat dirigiste : nationalisation et planification.**
* **Un Etat Providence : sécurité sociale.**
1. **La libération :**

A partir de 1944 la guerre reprend à outrance en Europe, alors que les Alliés progressent. La France est perçue par les Allemands comme une ligne de défense de l’Allemagne, et est donc fortifiée : c’est le fameux mur de l’Atlantique, plus de 150.000 ouvrages défensifs sur la côte ouest. Face à cela les bombardements alliés se systématisent à partir de 1943. D’abord contre les centres industriels, puis de manière systématique à partir du débarquement du 6 juin 1944. La guerre sur le sol français est féroce, avec des villes presque intégralement détruites par les bombardements comme Brest, Le Havre ou Caen. En tout les bombardements firent entre 50 et 70.000 morts dans la population française. A cela il faut rajouter la féroce répression qui s’abattit sur les résistants et sur les maquis durant cette période, avec de véritables opérations militaires contre les marquis, et des massacres comme celui **d’Oradour-sur-Glane** par des troupes allemandes aux abois, dont certaines venant du front de l’est : tous les hommes fusillés, les femmes et enfants enfermés dans l’église et brûlés vifs, en tout 642 morts.

La libération de la Normandie fut longue (tout le mois de juillet), mais une fois ce verrou sauté, les troupes allemandes refluèrent rapidement vers les frontières du Reich, alors qu’un autre débarquement avait lieu en Provence. La libération du territoire fut donc beaucoup plus facile à partir d’août. Seule la frontière de la Moselle et de l’Alsace résista, car considérée comme intégrée au Reich, Colmar ne cédant qu’en février 45, date à laquelle le territoire français est quasiment intégralement libéré.

Dans cette libération DG eut comme préoccupation majeure le rétablissement de la souveraineté française aux dépens des plans des alliés. Pour cela il avait créé dès le 3 juin le **GPRF (gvt provisoire de la République française),** un gouvernement symboliquement prêt à gouverner la France ; dans toutes les zones délivrées il nomma directement des représentants issus de la résistance. Le soutien des FFI, le rôle des armées françaises débarquées en Provence sous Koenig et Leclerc poussèrent les alliés à céder à DG : celui symboliquement obtenait que Leclerc entre le premier dans Paris où la résistance avait libéré la ville des dernières garnisons allemandes résiduelles. Pendant Vichy n’état plus qu’un état fantoche, supplétif des Allemands. Face à l’avancée alliée, les Allemands déménagèrent le gvt en Allemagne, à Sigmaringen, pour la symbolique.

1. **L’épuration et la mémoire :**

L’épuration qui eut lieu en France pris deux formes : extra judiciaire et judiciaire. Dans un premier temps en effet, globalement entre le débarquement et le rétablissement plus ferme d’une autorité publique quelques mois après la libération, **une épuration « sauvage » eut lieu, menée par la résistance mais aussi par les civils, soit environ 9000 exécutions**. Cette épuration était menée notamment contre les collaborateurs et les profiteurs, mais étaient aussi des règlements de compte. Elle relevait de la poursuite de la guerre, mais était aussi le fruit d’un déchaînement de violence cathartique, et d’un sentiment de honte face à la passivité commune durant les années d’occupation. Les femmes furent particulièrement touchées, dans une tournure sexiste qui permettait de réaffirmer la virilité de la communauté : de nombreuses femmes furent tondues pour avoir couché avec des Allemands, humiliées et promenées dans des défiles carnavalesques et violents dans la ville.

A la libération eut lieu l’épuration judiciaire, voulue par le GPRF dans un cadre légal pour assainir mais aussi apaiser la communauté. **Pour cela des cours de justices spéciales furent instaurées, tribunaux militaires, chambres civiles, haute cour de justice**. Cette dernière fut créée pour juger les responsables de Vichy : 108 accusés, 55 condamnations, dont Laval et Pétain à mort, ce dernier commué en prison à vie par DG. L’épuration fut dans un premier temps vivace : plus de 300.000 dossiers ouverts, parmi les pays ayant connu le plus de poursuites. Les condamnations à mort y furent particulièrement nombreuses, environ 1500, les peines de prisons par contre réduites par rapport aux autres pays. Par contre rapidement elle s’acheva, **n’allant pas jusqu’au bout de l’épuration**: la nécessité d’une réconciliation autour de la légende d’une France résistance, le besoin d’une élite économique, administrative, culturelle pour relancer le pays firent en sorte que de nombreuses personnes passèrent entre les mailles du filet et conservèrent parfois des postes de pouvoir.

Restait la question de la mémoire, qui connut une évolution tout au long du XXème siècle.

* Dans un premier temps création d’une mémoire factice, portée par DG, les Communiste, une population honteuse : celle d’une France entièrement résistante, combattante, s’étant libérée presque toute seule, Vichy n’étant qu’une incongruité ultra minoritaire et n’étant pas la vraie France.
* Mais à partir des années 70 ouverture des archives et travaux des historiens étrangers : Paxton. Histoire sombre de la France, collaboration, passivité, participation à la Shoah, manque de l’épuration (Krasfled).
* Rétablissement d’un **devoir de mémoire**,avec reconnaissance de la responsabilité française dans la collaboration et la déportation, enseignement de Vichy dans les écoles. Mais coexistence de plusieurs mémoires, comme celles de l’extrême-droite incarnée notamment par Eric Zeymour, qui présente Pétain comme un grand homme ayant protégé les Français, un « bouclier de la France ».